

**Michel Husson** vient de publier un nouvel ouvrage dans lequel il évoque le devenir du capitalisme mondial et ses conséquences actuelles sur la dégradation des conditions de vie des salariés.

# Un pur capitalisme

■ L'économiste Michel Husson réfléchit également à la construction d'alternatives et montre tout l'intérêt d'une politique qui combinerait augmentation des revenus du travail, diminution du temps de travail et taxation des revenus du capital. Il affirme ainsi que, face à la mondialisation, une politique économique ambitieuse, recherchant la satisfaction des besoins sociaux, est d'une part possible mais également souhaitable.

## Comment caractérisez-vous la dynamique du capitalisme aujourd'hui ?

En un mot, c'est une dynamique régressive. On observe partout une baisse de la part des richesses qui revient à celles et ceux qui la produisent. C'est le résultat de la mise en concurrence directe des salariés du monde entier que permet la mondialisation. L'autre tendance, relativement inédite dans l'histoire du capitalisme, c'est que, depuis le milieu des années 80, le profit s'est rétabli sans que, pour autant les entreprises investissent plus. Et c'est la source essentielle des crises financières successives. Ce profit qui ne s'investit pas cherche à se placer dans la sphère financière en exigeant une rentabilité très élevée et fabrique une bulle après l'autre. Ce cercle vicieux ne pourrait être rompu qu'en fermant le robinet, en permettant aux salaires d'augmenter en phase avec l'activité économique. Il faudrait en d'autres termes que le capitalisme accepte de fonctionner avec un taux de profit moins élevé, mais comme le disait Marx c'est une revendication qui lui est étrangère.

## Cette dynamique peut-elle continuer ?

Le capitalisme doit toujours gérer le problème de la réalisation, autrement dit répondre à cette question : qui va acheter ce qui est produit si les salaires sont gelés ? La réponse se trouve du côté des inégalités, entre pays et à l'intérieur de chaque pays. L'aspect nouveau est l'effet boomerang de la mondialisation avec l'apparition des pays " émergents ". Mais, que ce soit en Chine ou aux Etats-Unis, la même question est posée : celle d'une meilleure répartition des revenus, qui fasse que la croissance soit centrée sur la satisfaction des besoins sociaux au lieu d'être " pompée " par une couche sociale étroite.

## Les politiques publiques sont-elles aujourd'hui contraintes par la mondialisation ?

Oui, mais c'est un choix délibéré. Ce sont les Etats, ou leurs émanations institutionnelles comme l'OMC, qui ont contribué à mettre en place le capitalisme mondialisé, notamment en décidant que



Ce profit qui ne s'investit pas cherche à se placer dans la sphère financière en exigeant une rentabilité très élevée et fabrique une bulle après l'autre.

tout contrôle sur les mouvements de capitaux était hors la loi. Il est trop facile ensuite d'invoquer comme des lois naturelles les mécanismes que l'on a ainsi libérés. Prenons le cas de l'Union européenne : il est parfaitement possible, à cette échelle, d'introduire d'autres mécanismes de régulation, par exemple l'harmonisation

de la fiscalité sur le capital ou celle des droits sociaux. L'appel stop-finances (<http://www.stop-finances.org/>) cible sur la question du contrôle des capitaux, parce que l'ampleur de la crise nécessite " d'intervenir au cœur du " jeu ", c'est-à-dire d'en transformer radicalement les structures " alors qu'en Europe " toute transforma-

tion se heurte à l'in vraisemblable protection que les traités ont cru bon d'accorder au capital financier ". La pétition propose ensuite deux objectifs précis : l'abrogation de l'article 56 du Traité de Lisbonne et la restriction de la " liberté d'établissement " prévue à l'article 48 qui interdisent toute restriction aux mouvements de

capitaux. Cela ne suffit certes pas à définir une politique globale mais permet de mener concrètement campagne autour de la du nécessaire contrôle des capitaux. Et l'Europe est un ensemble économique assez vaste et intégré pour qu'une autre politique puisse être envisagée à ce niveau.

**Vous proposez la mise en place d'un SMIC à 1500 euros indexé sur les gains de productivité. Vous proposez également des minima sociaux fixés à 80 % du niveau du SMIC. Comment mettre en place et financer une telle mesure ?**

La réponse est cohérente avec le constat sur la part des salaires : elle a baissé au profit des revenus financiers, il faut donc inverser le mouvement et faire payer l'augmentation de la masse salariale par une réduction de ces rentes financières improductives. C'est ce qui assure la viabilité économique d'une telle mesure. La vraie question est alors celle du rapport de force nécessaire pour imposer ce transfert. On peut penser qu'il est hors de portée, mais une chose est sûre en tout cas : on ne peut prétendre modifier significativement la répartition des revenus sans s'exposer à une résistance brutale des possédants. Il faut donc prévoir, par exemple, de contrôler et neutraliser la fuite des capitaux, et ce volet politique est nécessaire à la définition d'une alternative.

**Est-ce que le fait de parler de " capitalisme pur " ne risque pas en fine de conduire la réflexion à s'aligner sur la vision néolibérale raisonnant à partir d'un concept sémantiquement proche qui est celui de " concurrence pure et parfaite " ?**

En parlant de capitalisme pur, je voulais marquer l'opposition avec un capitalisme régulé. Le capitalisme s'est en grande partie libéré de ses entraves, et il a obtenu ce qu'il voulait : la force de travail est de plus en plus traitée comme une marchandise comme les autres, les capitaux peuvent circuler comme ils l'entendent, la fiscalité sur le capital est en recul partout. En un sens, tout cela se rapproche de la " concurrence pure et parfaite " revendiquée. Mais, justement : le capitalisme apparaît aujourd'hui dans toute sa pureté, comme un système qui construit sa réussite sur des reculs sociaux, alors même qu'il ne peut plus invoquer les distorsions et autres rigidités qui l'empêcheraient de nous prodiguer tous ses bienfaits. Pour dire les choses autrement : la crise actuelle du capitalisme n'est pas strictement économique mais prend la forme d'une absence totale de légitimité.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JEAN-DANIEL BOYER